

Initiatives ministérielles

tions, aussi stupides soient-elles. À 11 p. 100 dans les sondages, il ne constitue pas une menace pour nous.

Le problème actuellement, dans l'esprit de très nombreux Canadiens, c'est la position du Parti libéral. Une position qui dit que les prochaines élections ne seront pas les dernières, qui dit que le Parti libéral ne laissera pas une union économique avec les États-Unis ou un accord nord-américain remplacer les salaires raisonnables des travailleurs canadiens par des prestations à 80c. l'heure.

Actuellement, tous les députés libéraux qui ont pris la parole ont dit qu'ils poursuivraient les négociations avec le Mexique en vue d'un accord. Une déclaration disant qu'ils renégocieront l'accord ne suffit pas aux Canadiens, il veut une déclaration disant que cet accord est inacceptable et sera dénoncé. Les négociations pourraient ensuite conduire à une entente raisonnable. Nous pourrions régler la question des déséquilibres commerciaux par voie de négociation, mais nous ne pouvons pas conserver l'accord et conserver le Canada.

La TPS doit disparaître, monsieur le Président. Si le Parti libéral, par la voix de son chef, le déclarait publiquement, nous aurions fait un grand pas en avant.

M. Dingwall: Monsieur le Président, lorsque les députés d'en face nous lancent la balle, ils savent que nous pouvons la frapper très loin. C'est absolument ridicule.

Je l'ai déjà dit dans ce débat, mais pour les spectateurs qui viennent sans doute de se joindre aux débats télévisés, je répète que le médicament qu'a pris le député semble avoir fait effet. Je suis certain qu'il a pénétré dans l'esprit, dans le cœur et jusque dans les entrailles du député, car il vit dans un monde complètement différent de la réalité.

En ce qui concerne l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, notre parti a clairement déclaré que nous allions le renégocier. Le député nous dit maintenant qu'on a tort, terriblement tort. Eh bien, si le député pense de cette façon, je fais confiance à mon chef, à mon parti, à mon caucus ainsi qu'à ces hommes et à ces femmes qui vont faire campagne pour nous en Colombie-Britannique. Je leur fais énormément confiance. Déclenchons les élections. Laissons la parole aux électeurs. Laissons-les décider de la meilleure mesure qu'il convient de prendre en ce moment-ci.

Quand un accord qui a été passé entre deux États souverains, qui a été mis en oeuvre et qui fonctionne en grande partie au détriment de l'industrie canadienne, dire que nous allons, immédiatement après des élections générales, révoquer cet accord sans essayer d'en renégocier quelques-unes des clauses les plus importantes, je laisse au citoyen ordinaire de la Colombie-Britannique, dans la circonscription même du député, le soin de déterminer ce qui serait la meilleure politique à appliquer. Je suis certain du résultat.

Quant à l'accord de libre-échange nord-américain, le député doit se rendre compte que cette question a été débattue maintes et maintes fois dans cette Chambre et que nous n'avons pas cessé de répéter que c'était une occasion pour le Canada d'en profiter pour renégocier son accord avec les États-Unis. Le député aimerait certainement que l'on renégocie certaines dispositions importantes, comme celles qui portent sur l'énergie. Il voudrait que les dispositions soient modifiées. Il voudrait aussi que la politique monétaire soit clarifiée, j'en suis convaincu. Il voudrait également faire préciser certaines choses au sujet des programmes sociaux. Nous avons une bonne occasion de le faire.

Le député ne comprend pas parce qu'il ne veut pas comprendre. Il est comme tous les néo-démocrates, comme ce bon vieux CCF, qui critiquent constamment jusqu'à ce qu'un jour, par un accident de l'histoire, ils se retrouvent à la tête de l'Ontario. Que se passe-t-il alors? Ils rompent toutes les promesses qu'ils avaient faites et reviennent sur toutes les positions qu'ils avaient prises. C'est la même chose en Saskatchewan et en Colombie-Britannique.

Que le député sache, monsieur le Président, que le seul moyen de savoir qui est le meilleur, qui a raison et qui propose les meilleures programmes consiste à s'en remettre aux électeurs. Qu'il arrête de tout faire pour plaire au gouvernement conservateur. C'est cela le problème.

M. Darryl Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement les deux partis d'opposition se disputer cet après-midi dans cette Chambre au sujet de la politique du gouvernement.